

Le terrible attentat dans une salle de concert moscovite il y a quelques semaines a été utilisé pour justifier une nouvelle escalade guerrière de la Russie contre l'Ukraine. La France loin de porter la voix de la paix s'est engouffrée dans une communication viriliste d'un Président photoshopé.

Ses prises de position de plus en plus bellicistes sont dangereuses et sans effets sur l'issue de la guerre. La voix de la France est inefficace et inaudible comme à Gaza, où elle ne dénonce pas la famine organisée volontairement par l'armée israélienne ni la destruction totale de certains hôpitaux aggravant inéluctablement le nombre des victimes civiles.

Comme toujours ce contexte instable et dramatique sert à détourner l'attention de la population et de prétexte pour s'attaquer au monde du travail et à ses droits chèrement conquis.

Macron veut une économie de guerre et ce sera de gré ou de force !!

Les premières déclarations du ministre des armées et ces conséquences sur les salariés sont immédiates, les agents de la centrale de Civaux dans la Vienne sont informés qu'ils devront participer à la production de l'arme nucléaire, eux dont l'activité ne relève exclusivement du service public jusqu'à présent. Puis les salariés de l'industrie de l'armement sont sommés de produire plus vite, quitte à devoir le faire sous réquisition. Sans réaction, nous serons tous concernés par ses injonctions militaristes.

Dans le même temps,, La majorité sénatoriale au sein d'une commission a voté le dépôt d'une proposition de loi afin d'interdire les grèves dans les transports durant 30 jours par an pour commencer en prétextant l'approche des Jeux Olympiques. Si le ministre des transports vient mollement de s'y opposer au nom du risque « d'anti-constitutionnalité », sur le fond beaucoup dans la majorité aussi sont tentés par une interdiction. Gabriel Attal lui-même s'était exprimé en février pour rappeler que « si la grève est un droit, travailler est un devoir ».

La proximité des élections européennes aggrave encore cette course effrénée derrière le Rassemblement National. Les idées nauséabondes ne sont plus l'apanage d'un seul parti mais se diffusent plus largement dans la classe politique et dans certaines franges de la population.

Nos lieux de travail ne sont plus épargnés et il nous faut donner les moyens de démasquer cette imposture sociale.

Stigmatiser les étrangers mais aussi les privés d'emploi, les allocataires du RSA ou bien les travailleurs les plus expérimentés cela relève toujours de la volonté de diviser la classe ouvrière pour mieux l'exploiter. Être contraint d'accepter n'importe quelle offre d'emploi ou d'accepter des heures dites « d'activités » c'est précariser tous les salariés en emploi aujourd'hui, en faisant baisser les niveaux des salaires.

Nos directions, comme la classe politique, comptent sur nos divisions pour mieux nous pressuriser. En faisant le choix de s'attaquer aux représentants de la CGT dans le réseau des Missions Locales, comme dans la Sécurité sociale, elles veulent nous empêcher d'agir. À nous de réagir collectivement !

Il faut construire une riposte en analysant nos dernières luttes et en tirant les conséquences. De nombreux syndiqués nous ont rejoints et les salariés font confiance aux élus et listes CGT comme chez le Groupe de Protection Sociale B2V ou à la CAF du Nord. Il faut s'en servir d'appui pour débattre lors de notre Congrès Fédéral et dans nos syndicats pour construire des mobilisations dans la durée et enfin arrêter la casse sociale.

Nous devons enfin inverser la tendance et gagner de nouveaux droits grâce notre projet du « 100% Sécu ». Pour cela, il est de notre responsabilité d'encore mieux travailler avec l'ensemble des organisations de la CGT pour porter notre projet. Plus largement en participant aux débats et réunions publiques chaque fois que c'est possible. C'est avec les usagers et la population que nous gagnerons ce nouveau progrès social.

Sans attendre mobilisons-nous le 25 avril pour une négociation réelle des salaires minima de branche et l'application des garanties de la convention collective nationale dans les Groupes de Protection Sociale. À la même date, rejoignons les initiatives organisées à l'occasion de la journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail pour exiger une effectivité en la matière.

Le 1er mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs, doit plus que jamais être massif pour réclamer aussi la paix partout et sans délai. Nous refusons d'être de la chair à canon.

Ce sera aussi l'occasion de nous regrouper autour de nos Bourses du Travail, lieux de vie de nos organisations, pour rappeler l'importance de défendre nos libertés syndicales, indispensables pour nos conquêtes sociales.

**« LES SEULS COMBATS PERDUS D'AVANCE
SONT CEUX QU'ON REFUSE DE LIVRER »**